

La lettre

des élus communistes et apparentés

N° 29 - mai 2014

- 4.5 millions d'€

C'est la perte de dotation pour Vénissieux sur 3 ans avec le nouveau plan d'économies de 11 milliards imposé aux collectivités locales.

Moins d'argent, plus de charges pour les villes égale moins d'emplois, plus d'inégalités pour les habitants. C'est ça la justice sociale ?

Chômage, cancer économique

Pendant que le chômage, ce cancer économique, détruit la vie des familles et des jeunes, les médias nous répètent les mêmes foutaises : «la courbe de la hausse ne s'est pas encore inversée», «il faut réduire plus rapidement le coût du travail», «il faut aider les entreprises à augmenter leur productivité»... Et derrière les mots, les mesures s'ajoutent aux mesures pour aller toujours dans le même sens : réduire les impôts des riches et des entreprises, et réduire les dépenses publiques...

Dans la concurrence «libre et non faussée», il faut des perdants ! C'est une guerre économique que conduisent les grandes multinationales au profit d'une toute petite minorité. Et les dirigeants économiques et politiques de la France sont incapables de sortir de cette logique pour défendre l'intérêt général de la France.

Si nous voulons des emplois, il faut s'organiser pour les créer nous mêmes, et pour cela, nous battre pour que l'argent public cesse de fuir vers les banques et les plus riches, et se mette au service de la réponse aux besoins immenses de construction de logements, de transport public, d'équipements éducatifs et sociaux...

Il faut retrouver une vraie politique industrielle, un plan national d'investissement massif dans des filières technologiques (énergie, transport, numérique...) comme la France l'avait fait autour de ses grandes entreprises nationales après guerre, avec un énorme effort de formation professionnelle qualifiante pour nos jeunes

Le Grand Lyon, plutôt que de se placer dans la concurrence européenne, devrait mettre ses moyens au service d'une telle politique de développement local, régional et national.

Pierre-Alain Millet Président du groupe des élus communistes et apparentés

Questions à Michèle Picard mairie de Vénissieux



La campagne électorale a été rude, vos impressions ?

Nous avons mené une campagne exemplaire dans le respect des règles, le respect des électeurs et de nos adversaires. Notre équipe renouvelée a su rassembler autour d'un bilan sérieux montrant nos compétences et autour d'un vrai projet. Nous ressortons de cette élection plus soudés que jamais. Déterminés à faire avancer Vénissieux.

Comment tenir vos engagements avec la baisse des dotations ?

Toutes les collectivités sont confrontées aux mesures d'austérité. Les 3 milliards d'euros de contraintes financières imposées d'ici 2015 étaient déjà lourdes de conséquences, alors 11 milliards de moins, c'est de la folie. Des difficultés accrues par le transfert aux communes de nouvelles charges sans les moyens pour leur mise en œuvre. Les premiers touchés sont les habitants, qui subissent déjà la crise de plein fouet et dont les attentes sont de plus en plus fortes. Il faut rappeler que 71% des investissements publics viennent des collectivités. Les effets se feront sentir sur l'emploi local. Nous serons contraints de faire des choix, de jouer sur le calendrier pour investir, de travailler encore plus avec les aménageurs dans le cadre des différents dispositifs. J'aimerais aborder ces questions de budget dans les Conseils de quartiers, sur les choix prioritaires, ceux que l'on peut échelonner. Les habitants ont leur mot à dire.

Et Vénissieux au sein de la métropole ?

A ce jour, nous n'avons aucune visibilité sur la future métropole. Certaines compétences communales seront transférées, de quelle manière ? Les communes garderont-elles la possibilité d'agir ? Pour les compétences du Conseil général, absorbées par la métropole, lesquelles seront confiées aux communes ? Sur quelles bases se feront les choix ? Quels pouvoirs auront les communes ? Et quels moyens ? Les élus et les habitants doivent pouvoir peser sur un certain nombre d'orientations. Les communes ne doivent pas être vidées de leur sens au profit d'une métropole éloignée des citoyens.

Quelles sont vos priorités ?

Pour moi, la ville est un puzzle. Aucune pièce ne doit manquer. Tout se tient. Education, sécurité, emploi, culture, sport... Les enfants et la jeunesse ont toujours été une priorité à Vénissieux et le resteront. Les personnes âgées, dont les difficultés s'accroissent, aussi. Tout comme la santé. Aujourd'hui, 1 Français sur 3 ne se soigne plus faute de moyens. Et ce phénomène touche particulièrement les femmes. Ce qui me choque, c'est de voir des mamans qui font soigner leurs enfants mais renoncent à se soigner. Voilà pourquoi je veux aussi agir sur la santé des femmes au sein des Ateliers Santé Ville.

Le contexte social national et la baisse des dotations conduisent à hiérarchiser nos actions. Quand le chômage et la pauvreté augmentent, la question de l'emploi est dans tous les esprits. Ce doit être d'abord une priorité nationale. Les actions menées à l'échelle de la commune au travers de Mission locale, le Plan local pour l'insertion et l'emploi par exemple, ne sont que des emplâtres sur une jambe de bois sans un véritable plan ORSEC au niveau national...

Je le dis souvent, le triptyque gagnant, c'est : Education, Formation, Emploi.

Venez assister à la séance du Conseil municipal

Lundi 19 mai - 18 h 30

Hôtel de ville - Salle Jacques Duclos - 3ème étage

La nouvelle équipe

L'expérience des anciens, l'énergie des nouveaux, un groupe homogène et soudé

L'équipe qui vient d'être élue nettement par les Vénissiens, avec à sa tête Michèle Picard, est une équipe rajeunie, diversifiée et motivée.

La campagne hargneuse des municipales menée par certains de nos adversaires, parfois même nauséabonde, a permis de resserrer les liens entre les différentes composantes de cette majorité. L'expérience des anciens, l'énergie des nouveaux, l'engagement de tous a permis, malgré ce climat malsain, de construire un groupe homogène, soudé, prêt au travail en commun, prêt aux combats qui l'attend durant ces six années à venir.

C'est avec conviction et courage, que nous nous engageons dans ce mandat au service de notre ville et de ses habitants. La politique validée par le succès de Michèle Picard est à la fois une politique de résistance à l'austérité nationale dictée par le grand patronat et ses argentiers du CAC 40, et une

politique volontariste de rassemblement de tous les Vénissiens, de tous les quartiers, de tous les âges, de tous les milieux sociaux.

Nous sommes déterminés à être utile à tous.

Vénissieux, après le grand «bond en avant» des années 2000, doit confirmer sa reconnaissance dans l'agglomération et la région. Avec une attractivité retrouvée, Vénissieux va continuer à s'affirmer pour que nos concitoyens en profitent. C'est cet engagement que «Rassembler les Vénissiens, Tenir le Cap à Gauche» a pris, et c'est pour cela que nous, élus et élues communistes allons œuvrer. Que ce soit au niveau du social, de l'urbanisme, du sport etc..., nous nous engageons à mettre en oeuvre le programme que nous avons présenté. Continuer à améliorer un cadre de vie de qualité, maintenir l'équilibre d'un développement urbain pour une ville verte et accessible, défendre et

renforcer un service public au plus près du citoyen, des équipements sportifs et culturels diversifiés pour répondre aux besoins de chaque Vénissien, rapprocher l'emploi existant et à venir des Vénissiens de tous âges, organiser une solidarité active contre le chacun pour soi et les profiteurs... Et pour cela, nous défendrons l'intervention des habitants dans les décisions à l'échelle de la commune dans la future Métropole, le droit de la commune d'agir sur toutes les questions qui concernent les Vénissiens.

Avec des élus de proximité, des hommes et des femmes de terrains, proches de leurs électeurs, de tous les citoyens, le groupe communiste est en phase avec le choix des Vénissiens.

Vous savez que vous pouvez compter sur nous et nous savons que nous pouvons compter sur vous !

Jean-Maurice Gautin



Arrêtés anti-expulsions

Malgré trois arrêtés pris par Michèle Picard, maire de Vénissieux, contre les expulsions locatives, les coupures d'énergie et les saisies mobilières, un bailleur dit «social» vient de procéder à l'expulsion d'une famille de Parilly.

Nous nous élevons contre ce système qui jette à la rue, met dans la difficulté et la précarité de nombreuses familles vénissiennes.

A Vénissieux, nous menons un travail social avec les bailleurs et tous les partenaires pour éviter des situations dramatiques comme celle de l'an dernier qui a vu une septuagénaire retrouvée morte chez elle par la police venue l'expulser.

Rappelons que ces arrêtés sont légaux tant que le préfet et le tribunal administratif ne les ont contestés et invalidés! Le maire reste le garant de la tranquillité et de la sécurité de tous. Les bailleurs sociaux et privés doivent respecter les décisions prises.

L'école de la République et ses changements

Au moment où le gouvernement annonce une baisse record des dotations, demandant aux villes des efforts budgétaires sans précédent, il leur impose une charge supplémentaire avec la réforme des rythmes scolaires.

De nombreuses villes ont décidé de ne pas la mettre en application. Des villes de droite mais aussi des petites communes qui peinent déjà à boucler leurs budgets. Même à Lyon, le maire PS demande un assouplissement.

Vénissieux se conforme à la loi mais veut proposer une solution satisfaisante pour le bien-être et la réussite des enfants. A cette fin, la Ville a organisé avec tous les partenaires de nombreuses concertations et rencontres, avec comme première étape, une consultation de tous les parents et enseignants sur les horaires, puis un travail sur l'organisation des activités qui se poursuit en mai et en juin.

Toutes les villes se questionnent sur l'aide de l'Etat, insuffisante pour la rentrée 2014/2015, et sur sa pérennité. Le gouvernement vient d'annoncer qu'il prolonge les aides d'un an, mais cela confirme qu'elles disparaîtront ensuite! On nage en pleine confusion alors que l'éducation des enfants devrait être une priorité, que l'Etat devrait en urgence organiser la formation des acteurs de ces activités périscolaires de qualité que toutes les villes vont rechercher.

L'éducation doit être gratuite, elle doit permettre la réussite de tous. Comme dans les pays nordiques, c'est à l'Education nationale de garantir toutes les activités à but pédagogique. C'est d'abord une des obligations premières de l'Etat.

Véronique Callut

Laïcité: respecter chacun pour consolider ce qui unit

Il existe peu de sujets qui déchaînent autant les passions que celui de la laïcité. Farouchement combattue par les communautaristes, détournée et pervertie par l'extrême-droite qui y voit un alibi pour stigmatiser certaines populations, cette valeur fondatrice de la République, garante du vivre-ensemble dans l'espace public, se retrouve attaquée de toutes parts, souvent en la qualifiant pour mieux la réduire; «positive», «ouverte», «apaisée»...

Au contraire d'un athéisme d'Etat ou d'un dogme antireligieux, la laïcité est la seule manière d'assurer à chacun sa liberté de croire (ou de ne pas croire) dans la religion qu'il choisit, avec l'engagement qu'aucune autre croyance ne lui sera imposée par l'Etat ou par une autre organisation. La laïcité est précieuse car elle permet aux citoyens de continuer à vivre ensemble et dialoguer en reconnaissant ce qui les singularise pour se concentrer sur ce qui les unit. C'est le défi que relèvent par exemple chaque jour nos vingt écoles, nos cinq collèges et nos trois lycées publics sur la ville : instruire ensemble tous les jeunes Vénissiens de la même manière pour leur donner les mêmes chances de construire leur avenir. C'est dans cet esprit que la majorité municipale va mettre en place une commission sur la laïcité, associant parents, enseignants, cultes, associations, institutions afin de faire vivre cette démarche.

Loan Nguyen

Abstention, symbole d'une démocratie malade

Une commission pour renforcer la vie démocratique

Les dernières élections municipales, auront été marquées par une abstention record au niveau national. À Vénissieux, elle a atteint un pourcentage inquiétant. Avec neuf listes au premier tour, on aurait pu penser que les électeurs avaient suffisamment le choix, d'autant que de nombreux candidats des quartiers à forte abstention se présentaient ! Il n'en a rien été, l'abstention a progressé à Vénissieux comme ailleurs, et plus particulièrement aux Minguettes.

Ces jeunes ou moins jeunes dans nos cités populaires qui refusent de voter renvoient dos à dos les politiques et le système médiatique. **Il est évident que les promesses non tenues par F. Hollande ont fortement alimenté le rejet de la politique**, car ils ne voient pas une politique alternative à gauche. Le phénomène de l'abstention touche plus particulièrement les quartiers populaires de nos villes.

Il n'y a pas une raison au non vote, mais une série de questions, de renoncements, de fatalité, de repli sur soi. Face à une crise du système capitaliste, une crise politique, une crise institutionnelle, face aux soucis quotidiens du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat, de l'insécurité... ces populations s'éloignent de la politique. **Depuis 30 ans l'alternance entre la droite et la gauche se partageant le pouvoir sans tenir leurs engagements et promesses de campagne a favorisé le fatalisme, donc l'abstention et le vote FN .**

La 5ème république est à bout de souffle. Le quinquennat est une absurdité car il privilégie le système présidentiel au détriment du parlement et de la démocratie représentative. De ce fait, on élit tous les 5 ans un monarque, un roi divin, qui est lui-même sous influence et pression du grand patronat, de la commission européenne et de Mme Merkel.

L'élection municipale est par principe une élection de proximité. Les habitants connaissent leur maire et par l'intermédiaire des assemblées générales de quartier, des visites sur le terrain, ils ont la possibilité de l'interpeller. La mairie, avec la communauté urbaine, peut agir en matière de transport, de voirie, de commerce, d'entreprises sur la commune, d'écoles publiques, d'équipements sportifs, de vie culturelle et associative...

C'est pour connaître et comprendre l'abstention sur notre commune que **l'équipe municipale nouvellement élue le 30 mars va mettre en place une commission extra municipale pour formuler une série de propositions et d'actions en vue de renforcer la vie démocratique et citoyenne sur l'ensemble de notre ville.**

Pierre Mateo

Un vrai statut de l' élu

Tout est fait pour diviser, précaires contre statutaires, privé contre public, régions contre régions... élus contre citoyens

Les élus locaux ont un gros défaut, ils sont connus des citoyens qui peuvent les rencontrer facilement, et ils défendent souvent leur commune ! Il faut donc enlever tout droit à ces 500 000 élus locaux qui ne coûtent pourtant presque rien, la plupart étant bénévoles, et qui ne sont pas assez indépendant de leurs électeurs. Quand on est parlementaire, on peut voter une constitution européenne que les électeurs ont rejeté par référendum. **Quand on est président, on peut oublier ses promesses. Quand on est élu local, il faut répondre aux questions concrètes de la commune sur les marchés, devant les écoles, dans son quartier...**

Mais les affaires nombreuses livrant chaque année des noms d'élus qui ont triché (Cahuzac, Balkany, Guérini, Dassault...) peuvent faire croire que tout est pourri, et c'est insupportable pour des millions de familles qui souffrent de la crise.

Ce n'est donc pas par hasard que la droite et l'extrême droite se retrouvent pour dénoncer les indemnités des adjoints et conseillers délégués de la ville, laissant croire que ces indemnités seraient inutiles, une sorte de privilège abusif. Ce sont les mêmes qui défendent les oligarques de l'économie qui nous disent que ce sont les salaires qui plombent l'économie, qu'il faut réduire le coût du travail, réduire les dépenses publiques pour retrouver la compétitivité des entreprises... **En gros, plus les travailleurs et les services publics seraient pauvres, plus la France serait riche... Mais quelle France?** Pas la nôtre, pas celle des travailleurs et de nos quartiers !

Tout est fait pour diviser ceux qui souffrent, précaires contre statutaires, privé contre public, régions contre régions... Les indemnités des élus locaux sont à placer dans ce cadre, car ce qui coûte cher aux collectivités, ce ne sont pas les élus. Contrairement à l'état, les collectivités locales ont toutes un budget équilibré, et elles jouent un rôle essentiel par l'investissement public pour des milliers d'entreprises locales ! Au contraire, **c'est le pillage par les banques, les grandes entreprises et les dépenses militaires qui creusent cette dette de l'Etat dont on veut nous écraser.**

Les citoyens ont donc tout intérêt à défendre leurs communes, à exiger que leurs élus locaux soient respectés ! **C'est pourquoi nous réclamons un vrai statut de l' élu** qui doit avoir le temps et les moyens réels de travailler. Les indemnités sont nécessaires, elles sont définies avec le même indice que les salaires des fonctionnaires que nous refusons de réduire, parce que nous sommes partisans, nous, d'une forte augmentation des salaires, des pensions et prestations sociales.

Pierre-Alain Millet

Agenda

Du 17 au 23 mai - Arts d'Echo

Concerts, atelier d'initiation, installation sonore et journée de la culture urbaine - Médiathèque et Ecole de Musique

Du 20 au 23 mai - Semaine de la propreté

Animations, visites de centre de tri, compostage, actions et sensibilisations dans les quartiers avec les habitants - Programme sur le site de la Ville

17 mai - 14 h - Fêtes de quartiers

Max-Barel / Pasteur - Square Dr Coblod
Parilly / J. Guesde - Terrain Bosch / Stade Seguet

27 mai - 18 h - Commémoration

Journée nationale de la Résistance - Parc Dupic

13 juin - 17 h - Fête de quartier

Léo-Lagrange - Espace Léo-Lagrange

18 juin - 17 h - Commémoration

Appel du général de Gaulle - Parc Dupic

27 juin - 17 h - Fête de quartier

Charles-Perrault - Place Monmousseau

Une métropole pour qui ?

Le futur « pacte métropolitain » doit faire une large place aux projets des communes

L'élection de Gérard Collomb comme président du Grand Lyon peut surprendre, quelques jours après la vague bleue, notamment dans tout l'Est Lyonnais : au total, 49 maires de droite sur 58 et un président socialiste. Mais cette élection est d'abord une défaite de l'UMP qui rassemble moins de voix qu'en 2001, et se retrouve isolée par **une alliance PS-UDI, suite logique de l'accord Mercier-Collomb, comme au Conseil général où le PS ne votait pas contre le budget du président UDI, malgré la hausse de 16% des impôts fonciers.**

L'accord surprise des deux présidents a précédé la loi qui généralise les métropoles. Faut-il penser que cette élection traduit l'émergence d'une nouvelle majorité politique transcendant le clivage gauche-droite ? Cette situation se retrouve sous différentes formes à Lille, Clermont, Mantes-en-Yvelines. Dans le Nord (Cœur d'Ostrevent), ou la Seine-Maritime (Dieppe), l'alliance PS-UDI se fait contre un président sortant PCF. A Strasbourg, c'est même une majorité PS-UDI-UMP !

Certains diront que les communautés urbaines sont depuis longtemps gérées

par des majorités « techniques », avec des élus représentant plus leur ville que leur parti politique. Gérard Collomb avait été élu en 2008 avec 117 voix et l'abstention de l'UMP. Sa majorité débordait largement à droite, au delà du centre, avec un exécutif associant 3 élus de l'UMP et 4 de l'UDI.

Mais le vote de ce 29 Avril sur le plan Valls d'austérité pour les dépenses publiques traduit la même convergence... au centre droit. Mais la future métropole sera une collectivité pleine et entière, dont les conseillers, en 2020, seront élus dans des circonscriptions indépendantes des communes. Mais le prochain « pacte de cohérence métropolitain » prévu par la loi doit être adopté par « la moitié des maires représentant la moitié des habitants » !

La crise politique, institutionnelle, l'abstention massive, la désespérance sociale, rendent urgente la reconstruction d'une perspective politique de rupture face au chacun pour soi, aux discours racistes et violents qui visent à diviser le peuple, à mettre en avant des boucs émissaires. Une majorité PS - UDI ou

toute forme « d'union nationale à l'allemande » aggraverait cette crise politique, et au final la dérive droitiste de la vie politique Française. **Il faut que voix, de gauche comme de droite, s'élèvent pour critiquer une métropole de la concurrence, une métropole centralisée priorisant les grands projets sur la proximité et la réponse aux besoins des habitants. Le futur « pacte métropolitain » doit faire une large place aux projets des communes.**

Les élus communistes ont une responsabilité importante pour porter une telle perspective, ouverts au dialogue avec tous mais en refusant les discours consensuels que tant d'électeurs rejettent par instinct. Pour reconstruire le lien politique entre la grande majorité du peuple et des institutions républicaines a renouveler, il faut dire la vérité, et agir avec le plus grand nombre sur des dossiers concrets.

C'est ce que portait avec clarté le nom de la campagne de Michèle Picard à Vénissieux, slogan qui pourrait s'appliquer aux élus communistes du Grand Lyon : **« Rassembler les habitants pour tenir le cap à gauche ! »**

ECHOS

Identitaires

Toujours aussi arrogant malgré un net recul, Benedetti se permet de traiter les Vénissiens de « chiens de Pavlov », alors que c'est lui qui a la rage et l'écume aux lèvres.

C. Girard

En déposant un recours, Christophe Girard espère invalider la liste Benedetti et ainsi récupérer les voix de l'extrême droite. Comme compte d'apothicaire, y a pas mieux.

PS local

Le PS local ne participe pas aux votes du conseil municipal. Ni pour, ni contre, ni abstention ! Ils n'étaient pas au courant avant, ils diront qu'ils n'ont rien fait après. Déjà en campagne pour 2020 ?

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux
par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>